

Unité départementale de l'Eure  
1 avenue du Maréchal Foch  
CS 50021  
27000 Évreux

Évreux, le 13/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SEFOB**

Lieu-dit la Lissonière  
Rue Vann'e  
27210 Saint-Maclou

Références : 27/2024-50  
Code AIOT : 0005800971

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2024 dans l'établissement SEFOB implanté Lieu-dit la Lissonière 503, Rue Vannée 27210 Saint-Maclou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'obligation de dépôt du dossier de réexamen et du rapport de base prévu par la directive relative aux émissions polluantes, dite directive IED.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEFOB
- Lieu-dit la Lissonière 503, Rue Vannée 27210 Saint-Maclou

- Code AIOT : 0005800971
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est une scierie spécialisée dans la production de bois de construction (charpentes, bardages, ossatures, etc.).

Le site exerce également une activité de traitement de bois.

#### Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dossier de réexamen	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-71	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 7.2.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas remis le dossier de réexamen prévu à l'article R.515-71 du code de l'environnement ainsi que le rapport de base prévu à l'article L.515-30 du code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Dossier de réexamen**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/05/2017, article R515-71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dossier de réexamen
<b>Prescription contrôlée :</b> I. – En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.  [...]
<b>Constats :</b>  Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au traitement de surface utilisant des solvants, y compris la préservation du bois au moyen de produits chimiques (BREF STS), ont été publiées au journal officiel de l'Union européenne le 9 décembre 2020.  Ces conclusions concernent notamment les installations qui relèvent de la rubrique 3700 de la nomenclature des installations classées (traitement du bois au delà de 75 m3/jour), ce qui est le

cas de la société SEFOB (capacité autorisée de 326 m3/j)

Dans ce cadre, l'exploitant doit remettre le dossier de réexamen prévu par l'article R.515-71 du code de l'environnement, et dont le contenu est précisé à l'article R.515-72 dudit code, dans les douze mois qui suivent la publication des meilleures techniques disponibles.

L'inspection des installations classées a informé l'exploitant de cette obligation par courrier du 29 mars 2021.

Dans un délai maximum de quatre ans à compter de cette publication, soit pour le 9 décembre 2024 pour les installations de traitement de bois, les installations doivent être conformes avec les prescriptions issues du réexamen.

Le rapport de base prévu à l'article L.515-30 du code de l'environnement décrivant l'état du site lors du premier réexamen doit également être élaboré et transmis en même temps que le dossier de réexamen.

Pour mémoire, l'arrêté ministériel du 28 juin 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3700 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3700) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Au jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas encore engagé les démarches pour réaliser le dossier de réexamen et le rapport de base.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3mois

## N° 2 : Produits chimiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/12/2015, article 7.2.1

**Thème(s) :** Produits chimiques, Fiche de données de sécurité

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et mélanges dangereux présents dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R.4411-73 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et mélanges, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

**Constats :**

L'inspection a constaté que la fiche de données de sécurité d'un produit de traitement du bois utilisé au sein des installations (Wolmanit CX-8WB) et consultée au sein du local où se trouve

l'autoclave n'était pas à jour (version 4.0 du 18/11/2021). En effet, il ne s'agissait pas de la dernière version de celle-ci. Au cours de l'inspection, l'exploitant a présenté une FDS dans une version plus récente (version 6.0 du 26/10/2023).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit disposer et mettre à disposition des opérateurs les fiches de données dans leur version en vigueur.

**Type de suites proposées :** Sans suite